

L'histoire nous donne raison. Nous savons qu'elle montre qu'on assiste toujours à un accroissement des échanges commerciaux à la suite d'une réduction des droits. Or, ces échanges commerciaux apportent certains avantages. Nous n'ignorons pas que le Canada produit davantage qu'il ne consomme. Ainsi, où irons-nous chercher nos marchés? Il n'y a pas suffisamment d'argent au Canada pour absorber l'offre.

Je suis heureux de faire partie d'un gouvernement qui lance cet accord commercial. C'est avec plaisir que je me lèverai lorsque viendra le temps de se prononcer sur la troisième et dernière lecture et d'appuyer la motion proposée par le gouvernement sous la direction de notre premier ministre et de son Cabinet, afin de faire ma part en vue de permettre la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Merci, monsieur le président. Je suis heureux de participer au débat sur l'Accord de libre-échange, et je suis heureux du fait que les électeurs de Saskatoon—Clark's Crossing m'aient choisi pour représenter leurs intérêts à Ottawa, car ils sont convaincus que l'Accord de libre-échange est néfaste pour Saskatoon, pour la Saskatchewan et pour le Canada.

C'est avec une certaine tristesse que j'interviens aujourd'hui. En effet, je déplore que le gouvernement présente un projet de loi aussi contraire aux meilleurs intérêts du Canada, poussé par son idéologie et ses liens avec la grande entreprise. On empêche le Canada d'exploiter ses propres ressources comme il l'entend et on réduit notre capacité d'établir nos propres orientations économiques. On remet en question nos programmes sociaux, notre régime de soins de santé, nos normes sur l'environnement et notre stratégie en matière d'investissements financiers. En outre, les exploitations agricoles familiales et les établissements agricoles sont menacés de disparition.

Cet accord s'attaque au coeur même du Canada et à son identité. Il doit être perçu comme un élément d'un programme néo-conservateur plus large. Il fait partie du programme du gouvernement conservateur et de ses alliés du secteur privé tendant à réduire et à supprimer les différences entre les États-Unis, pays de libre-entreprise où on laisse simplement jouer les forces du marché, et la démocratie sociale, même si elle a besoin de quelques améliorations, que les néo-démocrates et le CCF avant eux en Saskatchewan ont introduite au Canada et que les Canadiens ont bâtie au cours des 40 dernières années.

Même le Parti conservateur a joué un rôle dans cette évolution du Canada.

M. Crosbie: Parlez-en au gros méchant.

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

M. Nunziata: Vous n'êtes pas censé chahuter, monsieur Crosbie. J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

Des voix: Rassoyez-vous.

Une voix: Pourquoi jouez-vous toujours les trouble-fête?

Le président: Pour un rappel au Règlement. Le député de York-Sud—Weston.

M. Nunziata: Je regrette beaucoup de devoir interrompre le député au milieu de son discours et je lui en demande pardon. La tradition veut que, lorsqu'un nouveau député prononce un discours, les députés d'en face ne le chahutent pas. Le ministre du Commerce extérieur et son comparse, le ministre du Logement, n'arrêtent pas de chahuter le nouveau député.

Le président: Ce n'est pas vraiment un rappel au Règlement. Il est d'usage de faire preuve d'un brin de courtoisie lorsque . . .

Une voix: Oh, oh!

Le président: Je m'adresse au député qui vient de faire cette observation, le député de York South—Weston. Je fais ce commentaire à l'intention du député, pour son édification personnelle. Je viens de m'adresser à lui, et il ne me facilite pas la tâche en parlant directement à ses vis-à-vis. La coutume veut qu'en ces lieux, on traite avec un peu d'égard un député qui fait son premier discours. Je partage son avis, mais cela vaut aussi pour lui. Par conséquent, la parole est au député de Saskatoon—Clark's Crossing.

M. Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, même le parti conservateur a joué un rôle dans le processus d'évolution du Canada que nous connaissons actuellement. En effet, les lois concernant le CN, Radio-Canada et les premiers programmes de développement régional ont été adoptées sous des gouvernements conservateurs. Ces gouvernements étaient par contre différents de celui qui est au pouvoir aujourd'hui. Comme chacun sait à la Chambre, John Diefenbaker se serait opposé à cet Accord de libre-échange avec autant d'acharnement que nous le faisons de ce côté-ci de la Chambre à l'heure actuelle.

Tout comme ses alliés du monde des affaires, le gouvernement conservateur est déterminé à détruire tout ce qui fait que la société canadienne est meilleure, plus chaleureuse et compatissante que la société américaine. Il ne se soucie guère de ce que cet Accord puisse entraîner des pertes d'emploi. Il ne se soucie guère de ce que cet Accord puisse nous faire perdre la maîtrise de nos ressources énergétiques et autres, de nos stratégies d'investissement et de nos programmes de création d'emplois. Il ne se soucie guère de ce que cet Accord puisse porter atteinte au tissu économique et social de notre pays.